
ICANN78 | Réunion générale annuelle – Séance conjointe : Conseil d’administration de l’ICANN et RSSAC
Lundi 23 octobre 2023 – 4h30 à 5h30 HAM

WES HARDAKER: Il y a encore quelques sièges pour les membres de RSSAC ou de notre conseil d’administration qui souhaiteraient participer. Il y a aussi un siège pour Edmon.

La séance va débiter. Bien, nous vous souhaitons la bienvenue à notre réunion conjointe entre le conseil d’administration de l’ICANN et de RSSAC. Je n’ai pas de conflit d’intérêts, j’apprécie cette réunion et que vous acceptiez de me recevoir. J’ai fait des réunions ce dimanche. Je vais lire les questions et donner la parole aux membres du RSSAC et du conseil d’administration. Ce sera facile pour moi.

Diapo suivante.

Comme je l’ai dit, je m’appelle Wes, nous allons nous présenter à tour de rôle. Brad ?

BRAD VERD: Non traduit

DANKO JEVTOVIC : Non traduit

MATTHEW SHEARS : Non traduit

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

HIRO HOTTA : Non traduit

KARL REUSS : Non traduit

KEN RENARD : Non traduit

JEFF OSBORN : Non traduit

TRIPTI SINHA : Tripti Sinha

SALLY COSTERTON: Sally Costerton

JAMES GALVIN: James Galvin

ROB CAROLINA : Non traduit

AVRI DORIA : Avri Doria

EDMON CHUNG: Edmund Chung

DANIEL MIGAULT: Daniel Migault

MAARTEN BOTTERMAN: Maarten Botterman.

DANIEL KARRENBORG: Daniel Karrenberg.

WES HARDAKER: Je travaille à l'université du sud de la Californie et suis aussi agent de liaison entre le conseil d'administration de l'ICANN et le RSSAC. Les questions que nous avons aujourd'hui sont de grande portée, cela a été conçu de cette façon délibérément. Les trois questions que nous allons commencer par vous poser sont celles du RSSAC au conseil d'administration. Je vais les lire entièrement et ensuite nous allons passer une question l'une après l'autre.

Quelle est la question la plus importante, à l'horizon du DNS, et que considérez-vous la menace la plus urgente pour l'internet, pour les noms dans l'espace global des noms ?

Ces questions sont similaires, sauf pour le mot « important » et « urgent ». Nous allons commencer ? Quelle est la thématique la plus importante à l'horizon du DNS ?

JAMES GALVIN:

Merci, Wes. Alors, il faut réfléchir à cette question. Ce qui est posé comme question est très général, c'est important et vous êtes peut-être mieux positionné que moi pour répondre à cette question. Mais essayons de cadrer un petit peu pour nous donner un point de départ pour la discussion. Réfléchissons au terme « thématique ».

Quelles sont les choses qui sont le plus propices aux changements ? Tout d'abord c'est l'extension de l'espace nom. C'est un sujet qui nous est cher. Il y a trois éléments à cela qui sont utiles à reconnaître pour cette discussion. Le RSSAC, bien sûr, a déjà noté la cadence du changement et donc les opérateurs de serveurs racine s'y intéressent grandement. Et donc il est important de prendre ce point de départ.

Deuxièmement, cette augmentation concerne les changements entre le DNS et les autres espaces de nom. Cela a été souligné par OCTO 24 et ce qui est justement problématique c'est l'augmentation des collisions de noms. Et c'est aussi un sujet qui doit intéresser l'ICANN. Il faut nous intéresser encore plus sur la façon dont nous travaillons avec l'augmentation et la croissance de ces problématiques.

Deuxièmement, c'est donc l'inclusion des nouvelles chaînes dans les IDN et Edmon Chung va nous en parler davantage.

EDMON CHUNG:

Merci. Ceux qui me connaissent savent que c'est un sujet important. Donc l'expansion dans les noms de domaine internationalisés n'est pas nouvelle. Il y a cette tendance. Ce qui sera intéressant c'est que du côté des gTLD et du côté des ccTLD l'ICANN travaille à l'élaboration des politiques pour introduire de façon plus formelle les variantes IDN et

cela aura un impact considérable sur le DNS, à proprement parlé, et puis aussi aux questions d'enregistrement, surtout au niveau des domaines de premier niveau. Ce sera intéressant de voir comment les tendance de résolution vont fonctionner à l'avenir, comment les gens vont utiliser les variantes de TLD, est-ce qu'il y aura peut-être cette nouvelle thématique.

Je vais rebondir sur ce que disait Jim, il n'y a pas une seule thématique, il y en a plusieurs qui émergent.

Donc l'expansion de l'espace et la question de l'acceptation universelle seront des questions importantes au niveau de la racine et beaucoup d'applications liées au DNS vont être incluses.

Je peux ajouter quelque chose, quand on pense aux variantes IDN on doit penser aussi au DNSSEC, extensions de sécurité du système des noms de domaine. Et au premier niveau comment cela va être géré quand on a un TLD au niveau du DNSSEC comment cela va être géré.

Donc voilà les choses auxquelles j'ai réfléchi et nous avons identifié ces éléments qui auront un impact sur le DNS.

WES HARDAKER:

Merci. Nous souhaitons que cela soit une discussion, donc du point de vue de RSSAC l'une des questions que nous avons toujours, nous en parlerons plus tard, c'est le rythme de croissance. Est-ce que pour la prochaine série nous avons un sentiment concernant l'expansion de cette zone racine et qu'est-ce que cela pour impact sur le DN.

EDMON CHUNG: Ce n'est pas une question à 1 million de dollars, mais à 10 milliards. C'est difficile de prédire ce que nous pouvons prédire, c'est avec les variantes IDN qui sont en place, il y aura une multitude de choses qui ne seront pas linéaires, ce sera exponentiel pour certains IDN. Mais si vous regardez la situation dans son ensemble, je ne pense pas que nous arriverons à un point où il y aura des millions de noms, mais les politiques ont un plafond, je ne dirais pas un plafond, mais au niveau des domaines de premier niveau il y a donc une politique préliminaire qui dit que cela s'appliquera aux domaines de premier niveau et il y a un nombre, trois ou quatre, donc ce sera inclus dans les frais. Ça, c'est une barrière à l'augmentation. Mais les variantes allouables sont plafonnées aussi à ce que l'on appelle RZLGR, c'est-à-dire les règles de génération d'étiquettes pour la zone racine, donc je ne pense pas que les choses vont être hors de contrôle, mais on sait que ce sera peut-être une multiplication par trois plutôt que d'un rapport de 1 par 1, peut-être que ce serait une solution gagnante.

WES HARDAKER: Quelqu'un souhaite rebondir ou poser une question de suivi ? Avri ?

AVRI DORIA: JE voudrais rebondir dans ce sens, c'est une solution gagnante. C'est presque une exigence. Et ne pas avoir cela ce serait une perte. Maintenant la question de savoir combien, que ce soit des IDN ou autre qui sont issus des gTLD, il y en aura beaucoup, c'est ce que j'ai entendu dire. J'ai entendu dire aussi qu'il y en aura des dizaines de milliers. Il y a donc raison de croire que ce sera quelque chose entre les deux.

WES HARDAKER: Merci, Avri, pour votre travail précédent fait précédemment et le succès sera à votre crédit et l'échec sera à mon crédit aussi.

Est-ce que quelqu'un d'autre souhaite prendre la parole ? Nous passons donc à la question suivante. Selon vous, quelle est la menace la plus importante pour l'espace mondial des noms ?

JAMES GALVIN: JE vais me lancer, les autres pourront prendre la parole ensuite. Encore une fois, plutôt que de me concentrer sur les questions techniques, vous au RSSAC vous êtes plus qualifiés, je voudrais parler de géopolitique.

Au niveau géopolitique, la préoccupation qui émerge et qui a un impact sur la fragmentation de l'internet, ce que j'entends par morcellement, tout le monde peut aller partout, et du point de vue du DNS nous aimerions que cela soit vrai, c'est la définition que nous avons, un monde et un internet. Donc les noms ne sont plus uniques et cela est un problème. Mais il y a un nom qui peut paraître comme étant un nom DNS, il y a des noms qui ressemblent à des noms DNS, les utilisateurs ont donc de plus en plus de problèmes à aboutir là où ils souhaitent aller et c'est là la collision de noms et c'est l'importance des services de résolutions. Il y en a un qui est largement déployé, comme le DNS, il y a des services de résolution DNS donc il faut que nous puissions aboutir là où nous souhaitons aller.

Maintenant je donne la parole à l'intervenant suivant pour les questions de géopolitique.

DANKO JEVTOVIC:

Merci à RSSAC d'avoir posé cette question et il y a de plus en plus de transparence qui est de plus en plus positive par rapport à ces sujets et par rapport au cadre de référence de l'ICANN.

Récemment nous avons eu un forum de l'IGF qui s'est tenu au Japon, à Kyoto, et nous avons eu beaucoup de débats sur le modèle multipartite par rapport au modèle multilatéral parce que l'IGF est également un forum multipartite et il y a un consensus assez large de l'importance du modèle multipartite. Mais nous avons vu qu'il y a de manière significative, au niveau des Nations-Unies, des débats sur la définition du modèle multipartite. Donc il y a des points de vue exprimés par les différentes parties prenantes, mais lorsque les gouvernements qui prennent des décisions il n'y a que les gouvernements dans la salle. Et c'est donc multilatéral.

Donc je crois qu'après 20 ans de SMSI, après le compact numérique qui commence à dater, il y a des modifications éventuelles, des tendances sur la gouvernance de l'internet qui peuvent avoir un impact significatif sur l'internet d'ici quelques années.

Nous pensons que c'est très important pour la communauté technique, pour l'ICANN, de réfléchir à ces problématiques et de parler de l'importance de notre travail et de voir comment le travail que nous effectuons peut être défini avec l'internet comme étant un réseau unique et le travail que nous effectuons pour que l'internet fonctionne bien et ne soit pas fragmenté d'une manière technique, comme Jim l'a expliqué, mais également d'une manière géopolitique.

MATTHEW SHEARS:

Merci. C'est une question extrêmement intéressante. Nous avons une période de 3 ans devant nous qui est essentielle pour les politiques de l'internet et dans tout l'écosystème que nous avons. À la suite du compact numérique, des négociations qui existent, il y a différentes problématiques qui sont débattues et des éléments qui nous préoccupent. Et cela se déroule en ce moment.

L'ICANN est engagé dans les débats, l'année prochaine il y aura un sommet pour l'avenir en 2024 et en 2025 il y aura le SMSI+20. Donc l'internet et le forum de gouvernance de l'internet, comment seront-ils perçus durant ces trois ans à venir ? C'est important de gérer cela.

Vous avez parlé de la dimension multilatérale, ce que nous voyons également c'est que lorsque nous soutenons un aspect plus multilatéral, nous commençons à adopter le langage de la communauté du modèle multipartite, il y a plus de référence au consensus, aux parties prenantes, aux rôles des gouvernements. Donc on voit que les débats se modifient un peu.

En 2025 nous allons avoir ce processus SMSI et nous allons voir le rôle de la communauté technique. C'est ça qui est en jeu, le rôle de la communauté technique. On a commencé vers 2005 à faire référence à la communauté technique et maintenant c'est quelque chose qui est un petit peu débattu néanmoins par rapport au SMSI qui aura 20 ans d'existence en 2025.

Voilà ce que je voulais dire.

WES HARDAKER: Merci, Matthew. Est-ce que quelqu'un d'autre voudrait intervenir ? Vous avez des questions pour rebondir sur ce point ? Les menaces les plus importantes pour l'internet. Edmon, vous voulez dire quelque chose ?

EDMON CHUNG: Oui, je voudrais savoir ce que RSSAC pense de cette question par rapport aux services de zone racine, j'aimerais beaucoup savoir quel est votre point de vue, au niveau de RSSAC.

AVRI DORIA: Oui, on parle de politiques qui pourraient faciliter cela, est-ce qu'il y a des solutions techniques à ces systèmes de noms, ces systèmes alternatifs ?

WES HARDAKER: Oui, je vais essayer de répondre. Quelques points ce que nous voyons au niveau de la zone racine, lorsque quelqu'un essaie de résoudre un nom et que cela ne fonctionne pas, cette requête arrive à la zone racine. Il y a des requêtes pour le DNS en fait qui étaient prévues pour un système alternatif et cela peut prendre deux jours pour obtenir une résolution parce qu'il y a un système de cache également qui existe. Mais on est prêt à tout type d'attaques. Pour le moment ce n'est absolument pas un problème. Mais il faut prendre cela en ligne de compte.

Je pense que nous allons avoir un accroissement de problèmes avec ces systèmes alternatifs de noms.

JEFF OSBORN:

Merci, Wes. Donc RSSAC, c'est une organisation tout à fait intéressante, très technique comme vous le savez. Nous donnons des conseils au conseil d'administration de l'ICANN. Moi je suis membre depuis 6 ans et je suis à sa tête depuis 1 an et nous avons passé beaucoup de temps depuis le mois de janvier. J'ai fait des présentations de 90 minutes pour expliquer au GAC comment RSSAC fonctionne, comment le serveur racine fonctionne. Et lorsque le GAC m'a vu intervenir, ils ont posé beaucoup de questions. Comment expliquer la zone racine pour des personnes qui n'opèrent pas de zone racine ou de serveurs internet, donc on a commencé avec cela.

Moi, ma mère est diplômée, mes parents aussi, mais ils n'ont aucune idée de ce que je fais pour gagner ma vie. Donc on peut avoir des conjoints très intelligents, mais ils ne comprennent absolument pas ce que je fais comme travail. Comment expliquer en termes simples ce que nous faisons et comment cela fonctionne cette zone racine et ces serveurs internet ? Et les personnes à qui on doit parler sont des gens brillants, mais non techniques, ce sont des législateurs, des régulateurs et des personnes qui, véritablement, parfois viennent de nations hostiles, mais il y a principalement des législateurs de nations tout à fait favorables au système de DNS de l'internet. Ils ont de très bonnes intentions, mais ils pourraient tuer l'internet en quelques législations. Il y a des risques qui existent à ce niveau.

Donc on passe pas mal de temps à essayer de bien comprendre ce que nous faisons et surtout comment expliquer ce que nous faisons. Pourquoi nous avons besoin de réglementation avec plus de 190 Etats-

Nations. C'est très complexe, très difficile à réaliser, très difficile à expliquer.

WES HARDAKER:

Oui, des solutions techniques a demandé Avri, l'interopérabilité est absolument essentielle. La résolution des noms de domaine, les utilisateurs veulent simplement que le nom de domaine fonctionne et il n'y a pas véritablement de politiques que l'on puisse utiliser. Donc ça va être en effet difficile si on a beaucoup de propositions alternatives. Et certaines sont populaires par rapport au DNS. Donc nous sommes des opérateurs de zone racine et si on remplace le DNS par quelque chose de mieux, et bien on sera très content. Quelque chose de mieux, de plus solide techniquement, tant mieux. Mais il va falloir une transition comme il y a eu la transition de l'IPv4 à l'IPv6 et ainsi de suite.

JAMES GALVIN:

J'aimerais rajouter quelque chose. Je suis liaison RSSAC au conseil d'administration et je dois dire que RSSAC a un groupe de travail sur les services de résolution du DNS et voir quels sont les problèmes de résolution. Et je crois que ça, ce sera très utile pour parler de ces nouveaux espaces qui sont parfois problématiques et je ne suis pas sûr qu'il va y avoir des prescriptions à ce niveau. Mais il y a des problèmes techniques sérieux qui se posent, il n'y a pas toujours des solutions évidentes par rapport aux noms alternatifs et c'est vraiment un défi qui est devant nous et qui est un défi également pour les utilisateurs de l'internet.

Donc je vous ferai parvenir ce document avant la prochaine réunion de l'ICANN.

WES HARDAKER:

Quelqu'un d'autre voudrait intervenir ? Je crois qu'on a répondu un peu aux deux dernières questions. Vous voulez rajouter quelque chose sur les différentes menaces et au niveau géopolitique ?

DANKO JEVTOVIC:

Oui. Tout d'abord il y a une différence également au niveau de l'urgence. Je voulais mentionner que le conseil d'administration est très conscient de l'urgence de la gouvernance de l'internet par rapport aux menaces contre le système. Ce que nous faisons au niveau du conseil d'administration c'est que nous avons un groupe de travail sur la gouvernance de l'internet et vu l'importance de cela, tous les membres du conseil d'administration font partie de ce groupe et on essaie vraiment de développer au niveau de tout le conseil d'administration ces problématiques, sous la houlette de Tripti et cela montre bien l'importance des questions de la gouvernance de l'internet pour le conseil. Donc c'est quelque chose que nous effectuons.

Mais lorsque nous essayons de réfléchir aux menaces les plus urgentes, je crois qu'il y a des gouvernements qui aimeraient avoir plus de souveraineté numérique et c'est vraiment des mots qu'ils utilisent. Il y a très clairement des débats dans l'Union Européenne sur ces concepts de souveraineté numérique, du rôle des gouvernements. Des gouvernements on espère élus démocratiquement, les entités de

régulation démocratiquement élues également qui sont pour soutenir les populations, leur population, leurs citoyens et leur économie.

Donc c'est très important que le système internet fonctionne de ce point de vue-là. Mais, pour que cet internet fonctionne, il faut qu'il évolue d'une manière très prudente et alignée avec ce que nous faisons au niveau de la communauté technique.

Donc nous avons besoin d'avoir une communication avec les gouvernements et à l'ICANN nous avons un groupe d'engagement avec les gouvernements, qui communique avec eux. Parce qu'il faut bien comprendre les conséquences des décisions techniques et les conséquences des textes législatifs qui arrivent. Donc c'est tout à fait normal que les gouvernements se posent des questions, mais cela peut être des menaces urgentes, en effet. Il y a différentes raisons pour lesquelles les gouvernements pourraient accroître leurs activités dans ce domaine.

MATTHEW SHEARS:

Si vous le permettez, je vais renvoyer cette question. Ces menaces sur l'internet, sur le système de noms de domaine, sur le DNS, je crois que je l'ai déjà dit, c'est une période critique, il faut être très prudents par rapport à ce que nous faisons ou ne faisons pas durant cette période.

Comment s'assurer que le travail de cette communauté, au sens large, ne soit pas discrédité ? Parce que si nous sommes discrédités, nous donnons des armes à nos ennemis et on peut faire plusieurs choses à ce niveau, me semble-t-il. Cela semble un petit peu trivial, mais nous

devons nous assurer que l'écosystème continue à bien fonctionner, à bien avancer. C'est important en ce moment.

Également, comme on l'a dit plus tôt ce matin, nous devons nous assurer que, comme l'a dit John, la situation AFRINIC est négative et il faut urgemment régler cette question, il faut communiquer mieux et plus sur ce que nous effectuons en tant que communauté et comment nous pouvons aider les Nations-Unies, les gouvernements qui peuvent avoir différents points de vue sur l'internet. Donc expliquer aux gouvernements, expliquer par exemple on soutient les objectifs de développement durable des Nations-Unies.

Donc nous avons un rôle à jouer à ce niveau, un rôle de communication qui est essentiel. Et un exemple de cela est l'acceptation universelle, comme l'a dit Edmon, mettre l'accent sur l'UA. C'est quelque chose de positif et cela nous met sous une lumière tout à fait positive par rapport à beaucoup.

WES HARDAKER:

Merci. Quelqu'un souhaite ajouter quelque chose ? Donc en ce qui concerne la menace la plus urgente pour le DNS ?

Maintenant nous allons passer à la partie inverse. Nous passons à la partie suivante ; c'est la question du conseil d'administration au RSSAC, elle est un peu longue. Compte tenu de l'augmentation des nouveaux gTLD au cours de la prochaine série, est-ce que vous pouvez reconfirmer que votre conseil RSSAC031 publié le 2 février 2018 est toujours d'actualité concernant la croissance, le taux de croissance de la zone racine ? Et puis est-ce que RSSAC a des idées ou préoccupations

concernant les tendances à long terme sur la croissance de la zone racine ?

JEFF OSBORN:

Oui, la réponse est oui. La question est un peu curieuse, donc c'est un groupe peu politique qui demande à un groupe technique une question. Est-ce qu'on peut générer une zone racine qui est plus grande que ce que l'on pourrait gérer ?

Donc si on prenait toutes les molécules de la terre et que l'on créait une zone racine pour les accommoder, et bien je ne sais pas ce qu'il se passerait.

Maintenant je vais donner la parole aux ingénieurs.

WES HARDAKER:

Bien. L'une des façons de présenter cela c'est dans le contexte de la procédure d'élaboration des politiques de l'ICANN. Nous sommes prêts à gérer la série suivante depuis une décennie. Donc la taille de la zone racine est petite comparée à tout le reste. Est-ce que du côté du RSSAC quelqu'un souhaite ajouter un commentaire ? Est-ce qu'il y a des questions de suivi de la part du conseil d'administration ?

On dirait que non. Brad ?

BRAD VERD:

Oui, je crois que ces deux questions sont tout à fait liées à la taille de la zone. Je serais prudent, je demanderais de la prudence. Je suis d'accord avec Jeff, il s'enthousiasme, on peut tout mettre dans la zone, dit-il,

mais quand on veut de la stabilité, de la sécurité et de la résilience, je pense que parfois c'est loin des yeux et loin du cœur, c'est ce qu'il s'est passé un peu avec la zone racine. Et qu'est-ce qui peut, en fait, briser la quiétude dans laquelle nous sommes. C'est peut-être la limitation du changement. Donc il y a ces nouvelles requêtes à la racine, les nouvelles séries, il y a donc les espaces des noms alternatifs, tout cela devrait se passer au cours des 5 à 6 prochaines années. Donc cela fait beaucoup de changements en peu de temps. Il faut en être conscient. Nous, en tant que groupe, nous en sommes conscients et dans la prise de décision il faut savoir que cela aura un effet.

WES HARDAKER:

Le RSSAC 031 était une réponse à la question de la GNSO, la question était de savoir quel est le rythme du changement que nous pourrions gérer et la réponse était 5 % par mois. Le document faisait 3 pages, donc je résume. Quand on a fait les calculs, on s'est demandé s'il y aurait une fracture. Nous pensions que même si on fait une extrapolation de la vitesse du changement, c'est ce que nous avons comme résultat.

Donc si on avait des milliers et des milliers de TLD par mois, ce serait peut-être problématique. Donc l'une des choses que transmet le RSSAC au conseil d'administration c'est qu'il nous faut connaître le plan. Nous ne pouvons pas créer un système qui puisse gérer la situation si nous ne savons pas ce qui arrive.

Donc nous devons avoir un plan.

BRAD VERD: Je suis d'accord avec ce que Wes a dit, je reprends ce que j'ai dit. Donc le 031 portait sur la façon de gérer la croissance des nouveaux TLD, mais nous avons listé deux autres choses qui ne sont pas traitées dans ce 031. Donc il y a des choses dont nous devons tenir compte à mesure que nous irons de l'avant.

WES HARDAKER: Autrement dit il y a d'autres choses en dehors de l'ICANN qui doivent être prises en compte. Il y a le nombre de téléphones qui font des requêtes, le nombre d'espaces nom. Alors, est-ce qu'il y a d'autres commentaires à faire sur le sujet ?

Non, donc question suivante que je vais lire : compte tenu de l'augmentation espérée du déploiement des technologies de l'UA et de la croissance correspondante de l'utilisation des noms de domaine internationaux, le RSSAC pense-t-il être prêt à gérer cette expansion potentielle à la fois en termes de taille de la zone racine et d'augmentation potentielle des requêtes TLD IDN vers le système de serveur racine ?

L'un des éléments, quand on gère un serveur racine, le niveau de trafic ne dépend pas de la quantité de TLD, il peut y en avoir un seul ou alors plusieurs. Il y aura donc des requêtes de la part de résolveurs qui vont essayer de chercher des résolutions.

Jeff ? Vous avez une réponse à cela ?

JEFF OSBORN: Il ne faut plus poser des questions où on doit répondre oui ou non, donc ma réponse est oui. Vous avez dit ce que j'allais dire. Ce qui est intéressant quand on parle de plus d'IDN c'est celui qui est le plus fréquemment utilisé.

WES HARDAKER: Très bonne réponse.

KEN RENARD: J'aimerais donner un peu de contexte. Comment interpréter ce que nous disons au sein du RSSAC ? Nous sommes très préoccupés par la stabilité et la résilience de la zone racine. Donc c'est quelque chose qui nous tient à cœur, qui est très important pour nous. Nous faisons des mesures de façon vraiment très rigoureuse. Nous disons que nous pouvons gérer ce taux, nous le disons de façon très prudente.

WES HARDAKER: Très bon commentaire. Nous avons créé un système qui peut gérer des attaques qui iront bien au-delà des systèmes de nommage. Donc il y a d'autres espaces dans lesquels on voit beaucoup d'autres requêtes. C'est similaire à la façon dont les ingénieurs conçoivent des avions.

Voilà le nombre de personnes qui peuvent être dans un appareil, et ce nombre est en fait bien inférieur au nombre de personnes qu'il faudrait pour faire rompre le plancher.

JEFF OSBORN: J'ai été préoccupé dans d'autres réunions où les gens disent : il y a une série de problématiques que nous devons régler avant la prochaine série, donc nous ne sommes pas un obstacle, nous sommes des ingénieurs, nous sommes très prudents. Mais si on nous perçoit comme étant un blocage, je ne crois pas que cela soit vrai.

WES HARDAKER: Avri ?

AVRI DORIA: En tout cas, je vous ai toujours cru et j'ai été tout à fait heureux de pousser les choses pour aller de l'avant, même si c'était 10 000.

JEFF OSBORN: Vous avez dit 10 000, si vous aviez dit 1 milliard, ça aurait été différent.

WES HARDAKER: D'autres commentaires à ce sujet ? Je ne vois pas d'autres commentaires. Il n'y a plus de question, plus de diapositive. Donc sur ce nous allons passer à l'autre partie de notre ordre du jour, nous avons encore 20 minutes. Ça a été une discussion très précieuse, je trouve. D'autres commentaires ou préoccupations ?

EDMON CHUNG: Je pense que l'échange a été très utile, en tout cas pour moi et je pense pour les membres du conseil d'administration. Je pense que nous avons couvert les types de menaces, les thématiques émergentes du point de

vue de l'ICANN et du groupe RSSAC. Nous avons couvert les éléments nécessaires et nous sommes préparés à cette expansion et aux choses supplémentaires qui nous arrivent. Nous ne sommes peut-être pas complètement préparés aux espaces de noms alternatifs, c'est une autre thématique. Est-ce que c'est ce qu'il faut retenir de cette séance ? Le cas échéant, je suis tout à fait satisfait de la conversation menée.

WES HARDAKER: Vous avez autre chose ?

JEFF OSBORN: Oui, Edmon, je crois que vous avez très bien dit les choses. Moi je viens toujours à ces réunions en me demandant ce qu'il faut lire entre lignes. Nous avons passé une partie de l'année à nous préoccuper de la question politique et je pense que beaucoup de personnes ont été braves et silencieuses. Et je pense qu'il faut reconnaître le fait que nous avons un problème et que nous allons tous avoir à le gérer. Donc c'est très bien qu'il soit maintenant sur le devant de la scène.

WES HARDAKER: Y a-t-il d'autres questions ? Non ? Alors je voudrais remercier tout le monde pour votre participation. Je trouve que cela a été un bon échange.

Et, à titre de rappel, la réunion a été enregistrée et la transcription, comme pour les autres séances de l'ICANN, sera publiée dans les semaines à venir.

Je remercie tout le monde et nous vous disons à la prochaine fois que nous nous réunirons.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]